

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA TUNISIE

(*Le Journal des finances*, 8 août 1908)

La superbe expansion économique de la Tunisie au cours de ces dernières années ne pouvait manquer d'attirer sur elle l'attention des industriels, des commerçants et des financiers français. Aujourd'hui, ses relations avec la métropole sont plus suivies que jamais ; des occasions de plus en plus nombreuses s'offrent aux capitaux français de s'intéresser à des entreprises tunisiennes. Nos lecteurs n'oublient pas que, pour notre part, nous leur avons recommandé les Salines de Tunisie. Il nous paraît donc intéressant d'examiner d'un peu plus près la situation économique de ce pays auquel tout le monde s'accorde à prédire un avenir des plus brillants.

I. — L'établissement du Protectorat français a transformé complètement la Tunisie : en vingt-huit ans, la population étrangère a décuplé, attirée et retenue par la grande fécondité et les richesses minérales du pays, ainsi que par son climat très favorable.

Pour démontrer la supériorité du système, du Protectorat sur celui de l'annexion et de l'administration directe, il n'est pas d'exemple plus saisissant que celui de la Tunisie. Avant l'occupation française, il y a vingt-huit ans, la partie orientale du Moghreb était dans un état misérable : pas de routes, peu de voies ferrées, un commerce réduit à très peu de chose. La population était fort restreinte, ses mœurs n'étaient pas des plus encourageantes : « En 1880, écrivait-il y a quelques années un consul anglais, aucune sécurité pour la vie ni pour les biens. Dans la moitié de la Régence, un Européen ne pouvait pas voyager sans une escorte considérable. Il était aussi difficile et dangereux de la visiter que l'intérieur du Maroc aujourd'hui. »

Après vingt-huit ans de Protectorat, les choses ont changé : toute la Tunisie est aussi sûre que la France. Avant tout, les réformateurs ont consacré tous leurs soins au peuplement du pays : en 1881, il y avait 18.000 Européens dont 708 Français ; aujourd'hui, on en compte cent cinquante mille, dont 90.000 Italiens contre 35.000 Français. D'aucuns ont prétendu qu'il y avait là un péril national. Pour notre part, nous ne le pensons pas. Nous pouvons, en effet, — c'est le grand devoir de nos administrateurs — assimiler complètement, notamment par l'école, cette population nouvelle de Siciliens, colons robustes, sobres, infatigables, presque acclimatés lors de leur débarquement.

Tous ces éléments nouveaux de population devaient d'ailleurs trouver dès leur venue de quoi alimenter leur activité, et les conditions physiques et géographiques du pays concouraient à leur faciliter la tâche. La Tunisie est, en effet, un pays favorisé des dieux. Elle possède un climat tempéré ; son sol, comme nous verrons, est des plus fertiles, et il s'y cache d'énormes amas de richesses minérales qui ne demandent qu'à être exploitées.

En outre, elle a le bonheur d'être soumise à un gouvernement raisonnable, calme, modéré, acceptant volontiers les réformes, ou du moins, pour dire les choses plus exactement, ne les repoussant pas sans les avoir examinées et quelquefois même timidement essayées. Aussi, la colonisation française s'y développe-t-elle normalement, méthodiquement, d'une manière continue, de sorte qu'aucune déception ne peut être redoutée.

Les indigènes, bien loin de nous être hostiles, se rapprochent visiblement de nous ; les étrangers eux-mêmes acceptent aujourd'hui notre influence sans répugnance : ils sont revenus de leurs anciens préjugés, qui les tenaient éloignés de nous. Il n'est pas étonnant, dès lors, que, de toutes nos possessions, la Tunisie soit celle dont l'essor économique ait été le plus remarquable et qu'elle soit la seule qui ait mérité d'un consul anglais ce compliment peu banal : « Nous ne ferions pas mieux nous-mêmes ! ».

II. — Les colons ont défriché et mis en valeur le sol tunisien, d'une très grande fertilité. Après la culture presque exclusive de la vigne, celle d'autres produits agricoles a progressé, en même temps que s'est développé l'élevage du bétail.

Nous avons parlé déjà de la fertilité du sol de la Tunisie et des avantages qu'offre son climat, essentiellement méditerranéen. C'est sur la mise en valeur de la terre que s'est porté tout d'abord l'effort des habitants. Jusqu'en 1891, la plupart des colons français concentraient uniquement leur activité sur la vigne ; celle-ci vient, en effet, admirablement dans ces contrées et l'on peut en attendre d'ici quelques années un rendement de 50 à 60 hectolitres à l'hectare. Mais la crise de 1891, causée par la mévente des vins, a montré clairement aux agriculteurs les inconvénients de la monoculture. Dès lors, la coexistence des trois cultures, vignes, oliviers et céréales, se manifeste partout ; en même temps, les pouvoirs publics encourageaient les colons à se livrer à l'élevage du bétail.

Ajoutons que les indigènes eux-mêmes ont commencé à délaisser la routine séculaire que les Algériens ont cependant tant de mal à abandonner, malgré les quatre-vingts ans d'exemple que nous venons de leur donner.

Il n'est donc pas étonnant que l'agriculture soit à présent très prospère en Tunisie. Il y a dix ans, la surfaceensemencée en blé, orge, avoine et maïs comprenait 652.064 hectares ; aujourd'hui, elle est double ; de même la vigne, qui occupait il y a dix ans 6.903 hectares, occupe à présent une surface trois fois plus grande.

Une autre preuve encore de la prospérité de l'agriculture en Tunisie, c'est que les terres domaniales que le gouvernement met en vente trouvent tout aussitôt preneur et que les versements à effectuer de ce chef s'opèrent avec une régularité parfaite. La colonisation libre se comporte à ce point de vue aussi bien que la colonisation encouragée par l'État et le nombre des Français achetant des terres grandit de jour en jour.

Ce beau développement de l'agriculture mérite de retenir l'attention d'autant plus qu'il contribue pour une large part aux progrès du commerce tunisien. L'exportation de produits agricoles en est, en effet, une des branches les plus importantes. C'est ainsi qu'en 1906, il a été exporté 15.550 tonnes de blé contre 6.395 en 1905 ; 59.435 tonnes d'orge, contre 19.500 en 1905 ; 31.392 tonnes d'avoine contre 11.629 en 1905. Dans le centre de la Tunisie, près de 200.000 hectares sont occupés par la culture de l'olivier ; il a été exporté en 1905 10.953 tonnes, en 1906 13.443. Dans le Sud, il y a environ 1.400.000 dattiers, la quantité de dattes exportées annuellement est évaluée à 800.000 fr. En développant ses cultures, la Tunisie étend donc son commerce, et à ce point de vue, l'avenir est des plus rassurants.

III. — Mais la caractéristique du développement économique en Tunisie au cours de ces dernières années a été l'essor inattendu et considérable pris par l'industrie minière. Celle-ci constituée un facteur de plus en plus important pour les progrès du commerce tunisien.

L'avenir de la Tunisie semblait, il y a une dizaine d'années encore, résider presque entièrement dans son agriculture, dans la culture des céréales, de la vigne

et de l'olivier. Elle pensait donc pouvoir se contenter d'un outillage modeste quand, tout à coup, une série de découvertes sont venues bouleverser son organisation primitive et lui ouvrir des perspectives plus brillantes encore.

C'est vers 1896 que la Tunisie cessa d'être une terre uniquement agricole pour devenir une contrée industrielle. Sans doute, des huileries à vapeur existaient déjà : l'on en compte actuellement 70, et l'on escomptait les richesses de son sous-sol, sans savoir au juste ce qu'il contenait.

C'est la découverte des phosphates qui devait ouvrir décisivement cette nouvelle période. La Tunisie est, avec l'Algérie, le pays du monde le mieux pourvu de cette matière, dont l'agriculture a si grand besoin. Nulle part ailleurs, ce produit ne se présente en bancs aussi riches, aussi facilement exploitables et, surtout, aussi proches de la mer.

Les premiers ont été ceux de Gafsa, aujourd'hui connus partout, puis on a reconnu ceux d'Aïn-Moularès, ceux de Kalaa-es-Senam, enfin ceux de Kalaa-ed-Djerba. Aujourd'hui, la Tunisie est un des premiers producteurs de phosphates du monde et d'immenses régions, jadis désertes, doivent une vie nouvelle à cette industrie si prospère.

Le pays compte encore d'autres richesses minérales ; il y a, par exemple, cinq grands gisements de fer situés aux Hammenas, au Slata, à Nebua, à Djerissa et aux Nefras. Le plomb s'y trouve en quantité considérable ; l'exportation de ce minerai a passé de 1.000 tonnes en 1897 à 28.000 tonnes en 1904 ! Quant au zinc, on en exportait 2.000 tonnes en 1894 ; en 1904, des expéditions ont atteint 34.000 tonnes. Et maintenant, l'attention se porte vers le sud, où des minerais de manganèse ont été signalés entre Gafsa et Gabès. Enfin, nos lecteurs savent l'importance des salines qu'on trouve sur la côte Est, et qui donnent une quantité de sel très apprécié sur les marchés.

Il est donc permis de prévoir que d'ici vingt ans, la Tunisie sera exploitée d'un bout à l'autre.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA TUNISIE

(suite)

(*Le Journal des finances*, 15 août 1908)

Nous avons, dans un précédent article, montré la transformation qui s'est faite en Tunisie à la faveur du Protectorat français ; nous avons établi, notamment, l'augmentation surprenante de la population, les progrès continus que la colonisation française a réalisés grâce à une administration raisonnable et modérée, agissant selon une méthode sage et prudente ; nous avons vu aussi la grande fertilité du sol de la Tunisie et le développement de l'agriculture ; nous avons insisté particulièrement sur l'essor inattendu et considérable pris par l'industrie minière, depuis une quinzaine d'années. Il nous reste à voir aujourd'hui dans quelle mesure ces divers facteurs ont fait progresser le commerce tunisien et ont hâté la création de l'outillage économique de la Régence. Il nous sera facile alors de prévoir quel sera l'avenir de ce pays.

IV. — Il y a vingt-cinq ans, le commerce de la Tunisie se chiffrait par 27 millions de francs ; aujourd'hui, le total atteint plus de 206 millions ; ce sont d'ailleurs les exportations qui accusent la progression la plus rapide : en 1907, elles ont dépassé sensiblement les importations.

On sait l'état lamentable que présentait la Tunisie il y a vingt-cinq ans, avant

l'occupation française ; le faible chiffre de la population, sa répugnance à l'égard de la civilisation européenne, le peu de sécurité du pays, l'abandon dans lequel étaient laissées les immenses richesses qu'offre le sol tunisien, devaient naturellement empêcher le commerce de prendre le développement désirable. Mais quand nous eûmes peuplé le pays, et qu'après l'avoir doté d'institutions stables, nous lui eûmes révélé tout le fruit que l'on pouvait tirer de sa mise en valeur, le mouvement, commercial prit une ampleur inespérée : qu'on en juge par les chiffres suivants : dans les cinq dernières années qui ont précédé l'occupation française, le commerce de la Régence était de 27 millions de francs en moyenne. Il atteint successivement 38 millions en 1881, 48 millions en 1885, 105 en 1899, et en voici la marche annuelle depuis 1901 :

	Importations	Exportations	Total
1901	44.682.567	39.127.547	102.810.114
1902	72.972.189	44.928.929	117.901.118
1903	83.612.877	71.398.643	155.011.520
1904	53.384.437	70.831.787	160.216.224
1905	90.954.618	58.276.577	149.-231.195
1906	89.349.456	80.585.121	169.944.577
1907	102.960.000	103.361.000	206.221.000

Ces chiffres sont trop éloquents pour qu'il soit nécessaire de les commenter longuement. Il suffit d'un simple coup d'œil pour constater la continuité presque parfaite de la progression tant des importations que des exportations.

L'interruption d'accroissement qui apparaît, en 1905 pour les exportations et en 1906 pour les importations, est le résultat de la mauvaise récolte de 1904, qui a obligé les Tunisiens à faire de grands approvisionnements en 1905 et réduit, dans de fortes proportions, leurs exportations habituelles de céréales au cours de la même année.

Le tableau qui précède permet de constater que ce sont les exportations qui ont le plus progressé : leur plus-value, de 1901 à 1907, est de 104 %, celle des importations de 59 %. L'année 1907 marque, d'ailleurs, un progrès sans égal de part et d'autre : le chiffre total du commerce général dépasse de 36 millions celui de l'année précédente, et cette plus-value est la plus importante qui ait été réalisée au cours de la dernière période décennale.

Voici donc le deux centième million atteint, et, pour la première fois, la balance des échanges est favorable aux exportations : la plus-value de celles-ci sur les résultats de 1906 est presque double de celle des importations : 22 millions au lieu de 14. Qui contesterait la grandeur de ces résultats, en se l'appelant ce qu'était le commerce tunisien il y a vingt-cinq ans encore ?

C'est avec la France, l'Italie, l'Angleterre et l'Algérie que les relations commerciales de la Tunisie ont pris leur principal développement. Viennent ensuite la Belgique, l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique.

Parmi les pays qui achètent à la Tunisie plus qu'ils ne lui vendent, il faut citer l'Italie, l'Angleterre, la Belgique, Malte, l'Égypte, la Hollande, le Portugal, le Japon ; ce dernier depuis 1908.

Le principal article d'exportation est, nous l'avons vu, le phosphate ; viennent ensuite les céréales (froment, orge, avoine) ; les huiles, les minerais de cuivre, de plomb et de zinc, les produits de pêche, l'alfa brut, les animaux, les peaux brutes, les écorces à tan, etc.

En somme, les progrès réalisés par le commerce de la Tunisie sont splendides et

sont tout à l'honneur du protectorat français ; ils sont, d'ailleurs, loin d'avoir atteint leur limite extrême, ainsi qu'on va le voir par l'examen de l'outillage commercial dont dispose le pays.

V. — Le développement si rapide de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de la Tunisie a hâté la création de son outillage économique.

De sérieuses améliorations ont été déjà réalisées en ce qui concerne les routes, les chemins de fer, les ports. Mais, à ce point de vue, des besoins nouveaux se font sentir de plus en plus impérieusement ; l'administration l'a compris et a élaboré un programme de travaux grandioses.

La Tunisie est, à l'heure actuelle, dans une situation singulière. On dit généralement qu'« abondance de biens ne nuit pas ». Elle serait presque tentée de s'inscrire en faux contre cette assertion.

Elle plie littéralement sous le poids de la fortune et demande à grands cris des moyens de transport.

Sans doute, l'administration française s'est préoccupée, dès son arrivée dans le pays, de le doter de l'outillage que semblait devoir exiger son développement, et on ne pourrait lui reprocher de n'avoir pas fait œuvre utile en ces vingt-cinq années ; en 1881, il y avait quatre kilomètres de routes ; aujourd'hui, il en existe plus de trois mille.

Quatre grands ports : Tunis, Sfax, Sousse et Bizerte, et quatorze petits, entre autres Gabès, Média, Monastir et Djerba, ont été creusés et aménagés. Lorsque le traité du Bardo fut signé, la Tunisie possédait 210 kilomètres de chemins de fer. Actuellement, après la construction des voies ferrées de Tunis à Bizerte, de Tunis à Enfida et Sousse, de Sfax à Gafsa, etc., le réseau tunisien mesure 1.160 kilomètres. Certes, ce sont là des résultats fort appréciables et qui font le plus grand honneur à la colonisation française.

Mais, nous le répétons, *les travaux accomplis sont peu de chose à côté de ceux qu'il reste à faire*. La transformation si rapide de la Tunisie primitivement agricole en un des grands producteurs miniers du monde, la fortune que la découverte du fer et des phosphates lui a assurée, ont créé des besoins impérieux, des nécessités nouvelles et inéluctables qu'on n'avait pas prévues, qu'on ne pouvait prévoir, il y a vingt ans. Il est tout d'abord indispensable de réaliser certains travaux complémentaires sur le réseau ferré existant, déjà reconnu insuffisant pour les trafics formidables à prévoir dans l'avenir. On estime, sans exagération, qu'il reste encore au moins un nombre égal de lignes à construire pour desservir les divers groupes miniers récemment ouverts à l'exploitation. C'est ainsi qu'on prolonge actuellement la ligne de Sousse à Kairouan pour atteindre Aïn-Moularès. Une ligne va des gisements de Kalaa-es-Senam et de Kalaa-ed-Djerba à Tunis, et des embranchements projetés relieront la capitale aux mines de fer des Hammenas, du Slat et du Djerissa. Le tronçon principal est aujourd'hui terminé et Tunis deviendra sous peu un grand port méditerranéen. On compte construire une ligne Mateur-Nebeur, qui conduira à Bizerte les produits des mines de fer de Nebeur. La ligne de Bizerte aux Tefzas, actuellement en construction, sera prolongée jusqu'à Tabarka. On se propose aussi d'établir d'ici peu deux lignes presque exclusivement agricoles, celle de Sfax-Bou-Thardi, qui pénétrera dans l'ouest du port de Sfax, région où les plantations d'oliviers sont en plein développement, et celle de Tunis à Tebourouk.

De même, les ports existants doivent être agrandis, d'autres doivent être créés : Tabarka, Hammamet et surtout Gabès, qui pourra ainsi desservir les gisements de phosphate et de manganèse du Sud Tunisien. Enfin, des routes nouvelles, d'une longueur totale de 1.200 kilomètres, sont projetées.

Voilà tout un programme de travaux qu'il faut exécuter rapidement si l'on veut que l'avenir de la Tunisie réponde aux espérances qu'elle a permis de concevoir en

ces dernières années. L'administration du pays en a, d'ailleurs, reconnu la nécessité et l'urgence, et elle a prévu à cet effet une dépense de 125 millions. Pouvant en trouver une cinquantaine sur ses ressources ordinaires, elle n'a été forcée d'en demander que 75 par voie d'emprunt. On sait que le projet déposé par le gouvernement n'a pas rencontré la moindre objection et que la loi autorisant cet emprunt a été publiée au mois de janvier de l'année dernière.

VI. — Conclusion : Lorsque la Tunisie se trouvera dotée de l'outillage commercial répondant à ses besoins sans cesse grandissants, elle entrera dans une ère de prospérité sans pareille et se classera parmi les provinces françaises les plus riches.

En considérant les détails que nous venons de donner sur le passé de la Tunisie, sur son présent et sur les transformations nouvelles qu'on se prépare à lui faire subir pour permettre la mise en valeur de plus en plus complète de toutes ses ressources, il n'est plus possible de douter de l'avenir grandiose réservé à la Régence. Il est peu de pays, croyons-nous, qui soient aussi bien partagés, au point de vue du climat, de la fertilité et de la richesse du sol ; il est peu de colonies qui puissent se réjouir d'une administration aussi sage et aussi bienveillante, et il n'est plus possible de prétendre encore que la France n'est et ne sera jamais une nation colonisatrice. Les beaux résultats déjà acquis dans la Régence, et ceux qui sont à prévoir en sont le démenti formel.

Nos capitalistes français ont d'ailleurs compris déjà tout ce qu'offre la Tunisie : ils s'y intéressent de plus en plus largement, et on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'ils n'auront pas à le regretter.
